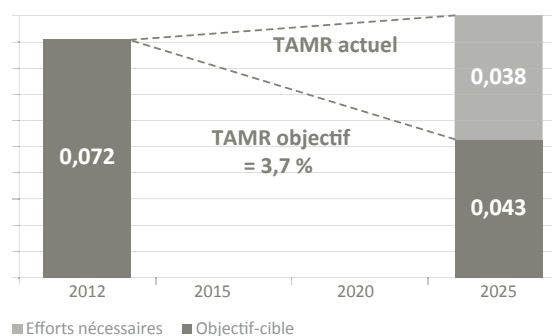


# Botswana

Date d'adhésion :  
Avril 2015

## Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 31,4 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 19,3 %



<b>Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :</b>	<b>31,4 %</b>
<b>Faible poids à la naissance :</b>	<b>-</b>
<b>Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :</b>	<b>-</b>
<b>Émaciement des enfants de moins de cinq ans :</b>	<b>7,2 %</b>
<b>Surpoids des enfants de moins de cinq ans :</b>	<b>11,2 %</b>
<b>Anémie des femmes entre 15-49 ans :</b>	<b>28,5 %</b>

\*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

## Faits marquants

- Il est généralement admis que les programmes de protection sociale contribuent grandement à lutter contre la faim, la pauvreté et la vulnérabilité. Par conséquent, le Botswana a mis en place un système de protection sociale complexe et consacre une grande partie de son revenu national à financer plusieurs programmes de protection sociale. Ainsi les indicateurs sociaux du Botswana se comparent bien avec ceux des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
- Cependant, il est reconnu que des faiblesses dans leur conception, leur mise en œuvre, leur coordination et leur suivi ainsi que, et leur durabilité fiscale nécessite d'être abordées.



La République du Botswana s'est jointe au Mouvement SUN, le 9 avril 2015, avec une lettre de l'honorable ministre de l'Agriculture, Patrick Pule Ralotsia, dans laquelle les progrès réalisés dans la sécurité alimentaire étaient soulignés, ainsi que les domaines dans lesquels davantage d'attention était nécessaire en perspective ; de tels domaines étant l'accessibilité, la qualité et l'utilisation de la nourriture, la réponse aux besoins des plus vulnérables, la coordination et le suivi et l'évaluation de la nutrition.

Aucune plate-forme multi-acteurs spécialisée dans la nutrition n'est encore en place, mais trois solutions principales sont envisagées pour en créer une, soit par le Conseil de développement rural (CDR) qui engage les secrétaires permanents des ministères de tutelle concernés sur diverses questions de politique de développement rural, les ONG et le Secteur privé ; soit par la reconstitution de l'équipe multisectorielle pays, assemblée par le ministère de l'Agriculture,

qui a préparé l'Atelier de développement des capacités de nutrition du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) / Programme détaillé de l'agriculture africaine (PDDAA) qui a eu lieu au Botswana en 2013 ; soit encore par la relance des structures de rapport de l'équipe nationale d'alerte rapide (ASPIC).

Deux responsables intérimaires de haut niveau du gouvernement national et des points focaux techniques du ministère de l'Agriculture ont été désignés pour conduire tout processus concernant le Mouvement SUN.

Les scientifiques ont été très impliqués dans la rédaction des législations pertinentes pour la nutrition. La mobilisation des donateurs, de la Société civile, des agences des Nations Unies et du Secteur privé pour la nutrition doit être initiée et la mise en place et la coordination des réseaux dans le pays est considérée comme une priorité.



Le Botswana dispose d'une stratégie nationale révisée de l'alimentation (2000) et d'une stratégie nationale sur la nutrition qui n'a pas encore approuvée. Une réglementation sur l'iodation du sel et le contrôle des aliments (2008) est en place.

Des règlements sur la commercialisation des substituts du lait maternel datent de 2005, mais, le Botswana reconnaît que leur mise en œuvre effective reste un défi, en raison des

comportements des industries locales et d'autres partenaires commerciaux du pays. Le projet de Stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant existe, mais n'a pas encore été promulgué.

Enfin, bien que l'enrichissement des aliments ne soit pas obligatoire au Botswana, le gouvernement fournit le sorgho et le maïs enrichis à travers le programme Vulnerable Groups Feeding (Alimentation des groupes vulnérables).



Le Botswana ne dispose pas encore de cadre commun de résultats, mais mène plusieurs programmes qui contribuent à une meilleure nutrition au sein de la population, y compris : un programme de suivi de la croissance pour identifier les enfants de moins de cinq vulnérables qui ont besoin d'une attention particulière ; un programme d'alimentation des groupes vulnérables mis en œuvre à travers

le pays ; un programme d'alimentation scolaire ; un programme d'aide aux indigents (panier alimentaire) ; des projets de jardin potagers qui font partie du programme d'éradication de la pauvreté ; un programme de subvention aux jeunes leur permettant de se livrer à l'agriculture (production animale et végétale) ; et le Programme Ipelegeng, dont l'objectif principal est de fournir un soutien et de l'aide pour l'emploi à court terme.



Il n'existe actuellement aucune information fournie par le Botswana relative à l'existence de systèmes de suivi financier pour les allocations et dépenses de nutrition ou des fonds spécifiques dédiés à la nutrition.